

ASSEMBLÉE NATIONALE

5 juin 2025

POUR LA REFONDATION DE MAYOTTE - (N° 1470)

AMENDEMENT

N ° CL238

présenté par

M. Naillet, Mme Allemand, M. Saulignac, Mme Capdevielle, M. Christophle, Mme Thiébault-Martinez, M. Vicot, M. William, M. Pena, Mme Bellay et M. Baptiste

ARTICLE 3

Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement du groupe Socialistes et apparentés vise à supprimer l'article 3 qui centralise l'établissement des actes de reconnaissance de paternité et de maternité dans la commune de Mamoudzou.

En premier lieu, le principe de centralisation exclusive à Mamoudzou soulève une difficulté d'accessibilité. Mayotte est un territoire insulaire dont la topographie, les infrastructures de transport limitées et les inégalités d'accès aux services publics rendent les déplacements parfois longs et coûteux. Restreindre la possibilité de reconnaissance volontaire à une seule commune pour l'ensemble du territoire revient de facto à complexifier l'exercice d'un droit fondamental, en l'occurrence celui de reconnaître un lien de filiation, notamment pour des populations vivant dans les villages périphériques ou éloignés.

À cette difficulté s'ajoute un risque concret de saturation du service d'état civil de Mamoudzou, déjà fortement sollicité en raison de la démographie du territoire. En concentrant sur cette seule commune l'ensemble des reconnaissances, on accentue une pression administrative supplémentaire sur des services souvent en sous-effectif, avec un risque d'engorgement, de retards dans les traitements, voire de rupture de service. Cette surcharge prévisible va à l'encontre des objectifs d'efficacité, de proximité et de simplification de l'action publique.

Par ailleurs, on peut s'interroger sur la stigmatisation implicite que comporte cette centralisation. Elle laisse entendre que les reconnaissances effectuées à Mayotte nécessiteraient un traitement spécifique, potentiellement à visée de contrôle ou de régulation. Cela pourrait alimenter un sentiment de défiance vis-à-vis de l'administration et créer une inégalité de traitement avec les autres départements français, où la reconnaissance peut être faite dans n'importe quelle mairie.

En conclusion, l'article 3, sous couvert de sécurisation juridique, contribue à un régime d'exception qui, à Mayotte, tend à restreindre l'effectivité de droits fondamentaux dans un cadre administratif plus rigide que sur le reste du territoire national. Il fait par ailleurs peser un risque opérationnel important sur les services d'état civil de Mamoudzou. Son équilibre doit être réexaminé, en particulier s'agissant de la centralisation, qui pourrait être levée au profit d'une compétence élargie à l'ensemble des mairies du département, assortie d'une harmonisation des procédures d'information.